

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section Française de la IV^e INTERNATIONALE)

Bi-Mensuel

19, rue Daguerre - PARIS 14^e C. C. P. PICARD 5660 - 38 PARIS

NI JAUNE NI COMPLICE

Des comités élus pour diriger la grève générale assureront l'unité de front et la victoire des travailleurs

APRES avoir tremblé quand ses gardes mobiles se sauvaient, abandonnant matériel et prisonniers (dont un colonel) aux mains des mineurs en grève quand ses policiers étaient déculottés, la bourgeoisie donne libre cours à sa rage. Ordre de tirer a été donné aux troupes de l'ordre. A l'intérieur, le socialiste Jules Moch, brigantant les lauriers d'un Noske, retirant les pelotons de sécurité de l'Aspirant état-major pour les envoyer mitrailler les grévistes, lance communiqué sur communiqué: chaque jour il « libère » un peu plus de territoire, chaque jour il défend « la liberté du travail », chaque heure il est préoccupé de permettre à la bourgeoisie de renforcer son exploitation sur une classe ouvrière dont le standard de vie a diminué de plus de moitié depuis un an. Les gaullistes regardent avec complaisance ces ministres démocrates et socialistes qui leur préparent la voie.

ber la haine entre certaines couches de travailleurs et, par suite, le désarroi et le dégoût chez d'autres. Si l'on n'avait que le choix entre Moch et l'ennemi, entre Jouhaux et Frachon, certes l'avenir serait noir. Les uns servent la bourgeoisie de France, franchement, ouvertement, cyniquement. Les autres en fin de compte rendent également service à celle-ci par une politique dont la malaisance apparaît chaque jour davantage. Ils ont mené campagne pendant des mois pour le « Gouvernement d'union démocratique ». Puis, les ouvriers étant acculés à la lutte par des conditions de vie aggravées, ils se sont mis à soumettre ces luttes inévitables à une stratégie destinée à harceler la bourgeoisie jusqu'à ce qu'elle accepte un « Gouvernement d'union démocratique ». Ainsi ont commencé les « grèves tournantes ». Après avoir engagé successivement les métaux parisiens, certains secteurs des cheminots, la sidérurgie de l'Est, ils ont lancé les mineurs dans la bataille. Ce devait être la carte décisive.

les objectifs et les moyens qui ne pouvaient que désorienter les grévistes et faire le jeu de l'ennemi. L'inféctée presse bourgeoise et socialiste s'en est donnée tant et plus contre les mineurs, avec les arguments aussi vieux que la lutte du prolétariat (les malades qui..., les enfants que...), avec ce répugnant souci de « l'intérêt général » qui sert au capital à couvrir son avidité et sa rapacité. Si l'on compare aux mouvements de novembre-décembre 1947, on voit qu'on assiste actuellement à des faits moins étendus quant au nombre des travailleurs, mais beaucoup plus violents quant à leur caractère. Il n'est pas vrai que cette violence ait été arbitrairement provoquée par les stalinistes. Les mouvements de masse de Clermont-Ferrand ont été, les manifestations de Michville, des femmes à Longwy, sont autant de témoignages d'une exacerbation croissante de la lutte des classes. Mais cette situation précisément implique la nécessité d'une grande lutte d'ensemble, d'objectifs généraux larges susceptibles de sonder et de stimuler toute la classe ouvrière. Il était aisé de comprendre que les mineurs seuls ne pouvaient triompher. Il était aisé de comprendre que la solidarité financière (si difficile avec les salaires actuels et après plusieurs journées ou semaines de grèves dans d'autres industries) ne pouvait être un moyen suffisant de victoire.

Parmi toutes les infamies du Gouvernement et de la presse, une des plus odieuses est la campagne et la répression contre les travailleurs qui ont eu le malheur de naître hors des frontières de France, ces Allemands, ces Espagnols, ces Italiens, ces Nord-Africains..., qui font partie du même prolétariat de France et qui défendent, avec les autres travailleurs, leurs intérêts communs de travailleurs. Même dans les syndicats « Force Ouvrière », même dans les rangs du parti socialiste, les ouvriers qui s'y trouvent n'ont pas été épargnés et les dirigeants, mais s'ils y résistent encore, c'est par haine des stalinistes. Alors que l'unité de front des travailleurs est de plus en plus nécessaire, alors que l'aggravation des conditions de vie et de travail impose de plus en plus, chefs socialistes et chefs stalinistes s'ingénient à exacer-

ber la haine entre certaines couches de travailleurs et, par suite, le désarroi et le dégoût chez d'autres. Si l'on n'avait que le choix entre Moch et l'ennemi, entre Jouhaux et Frachon, certes l'avenir serait noir. Les uns servent la bourgeoisie de France, franchement, ouvertement, cyniquement. Les autres en fin de compte rendent également service à celle-ci par une politique dont la malaisance apparaît chaque jour davantage. Ils ont mené campagne pendant des mois pour le « Gouvernement d'union démocratique ». Puis, les ouvriers étant acculés à la lutte par des conditions de vie aggravées, ils se sont mis à soumettre ces luttes inévitables à une stratégie destinée à harceler la bourgeoisie jusqu'à ce qu'elle accepte un « Gouvernement d'union démocratique ». Ainsi ont commencé les « grèves tournantes ». Après avoir engagé successivement les métaux parisiens, certains secteurs des cheminots, la sidérurgie de l'Est, ils ont lancé les mineurs dans la bataille. Ce devait être la carte décisive. Si l'on ignorait que la direction stalinienne a ses raisons qui sont celles du Kremlin, on pourrait dire que toutes les incohérences ont été accumulées. Se refusant à engager un combat décisif pour abattre l'ennemi capitaliste, s'orientant sur une guerre d'usure destinée à obtenir de lui un compromis, la direction stalinienne a rélégué au second et au troisième plan la revendication du salaire minimum et a mis en avant l'abrogation des décrets Lacombe, ce qui était un objectif correspondant à une épreuve de force; puis, quand la lutte s'est avivée, elle a continué à poursuivre la recherche d'un compromis tout en recourant à un moyen, la suppression des services de sécurité, qui est celui d'une guerre à mort. Il y avait une discordance criarde entre

les objectifs et les moyens qui ne pouvaient que désorienter les grévistes et faire le jeu de l'ennemi. L'inféctée presse bourgeoise et socialiste s'en est donnée tant et plus contre les mineurs, avec les arguments aussi vieux que la lutte du prolétariat (les malades qui..., les enfants que...), avec ce répugnant souci de « l'intérêt général » qui sert au capital à couvrir son avidité et sa rapacité. Si l'on compare aux mouvements de novembre-décembre 1947, on voit qu'on assiste actuellement à des faits moins étendus quant au nombre des travailleurs, mais beaucoup plus violents quant à leur caractère. Il n'est pas vrai que cette violence ait été arbitrairement provoquée par les stalinistes. Les mouvements de masse de Clermont-Ferrand ont été, les manifestations de Michville, des femmes à Longwy, sont autant de témoignages d'une exacerbation croissante de la lutte des classes. Mais cette situation précisément implique la nécessité d'une grande lutte d'ensemble, d'objectifs généraux larges susceptibles de sonder et de stimuler toute la classe ouvrière. Il était aisé de comprendre que les mineurs seuls ne pouvaient triompher. Il était aisé de comprendre que la solidarité financière (si difficile avec les salaires actuels et après plusieurs journées ou semaines de grèves dans d'autres industries) ne pouvait être un moyen suffisant de victoire. Dès que les mineurs entrèrent en grève, l'idée de la grève générale gagna dans les plus larges couches de travailleurs. Mais, tout comme l'an dernier, la direction stalinienne de la C.G.T. a refusé d'en prendre la responsabilité. Le Congrès fédéral a été en grande partie dirigé contre ce mot d'ordre. Quels sont les arguments opposés par les dirigeants stalinistes à l'idée de la nécessité d'une grève générale des travailleurs? Ils varient suivant le moment et l'auditoire auxquels ils s'adressent. Aux uns, on déclare: la grève générale est impossible, car les ouvriers ne nous suivraient pas et les petits bourgeois seraient contre nous; aux autres, on assure que les mouvements partiels isolés sont une préparation à la lutte généralisée. Ces affirmations en réalité s'opposent à toute l'expérience des travailleurs.

Les travailleurs ont appris qu'il est maintenant difficile de vaincre dans des luttes partielles, ils ont appris que les résultats obtenus après une lutte difficile ne disparaissent rapidement que par la hausse permanente des prix. Aussi comprennent-ils clairement pour un avant-garde, plus ou moins confusément pour les larges masses, que les seules luttes qui paieraient réellement seraient celles qui modifieraient profondément les rapports sociaux qui existent en France. L'argument traditionnel de l'hostilité des masses petits bourgeois n'a pas plus de valeur. Car pourquoi les masses petits bourgeois se tournent-elles vers de Gaulle? Parce que les ouvriers n'ont pas réalisé leurs espoirs de changements profonds. Les luttes ouvrières seraient populaires si elles ont des objectifs particuliers aux travailleurs en lutte et en fait sans lendemain, mais des objectifs qui toutes les masses populaires feront leurs parce que capables de modifier le sort de tous en s'attaquant décisivement au régime capitaliste.

Les luttes partielles préparent la lutte générale? Dans certains cas, oui. Mais pas celles d'aujourd'hui, comme l'expérience le prouve, qui ne renforcent pas, mais au contraire affaiblissent la confiance de la classe ouvrière en elle-même. Lorsqu'après la « bonne petite grève Renault », comme disait Lunet, toute une série de délégués abandonnent leurs responsabilités, est-ce un pas en avant? Les luttes partielles préparent la grève générale quand les dirigeants, par leur programme, par leur agitation, par leur propagande, les placent dans

Beaucoup de travailleurs se demandent: « Le R.P.F. n'est-il pas un Parti comme les autres? » Pour répondre à cela, il faut pas oublier qui est son maître: le Grand Capital. Et, justement, la mission que le Grand Capital, dans une heure critique de son existence, confie à de Gaulle n'est pas une mission comme les autres. En quoi consiste-t-elle? UN PLAN ANTI-OUVRIÈRE. Tout d'abord, pas de changement dans le personnel politique de la bourgeoisie française sans l'assentiment des fournisseurs de dollars. Or, Wall Street ne peut plus supporter que des grèves de mineurs viennent bouleverser son plan d'exportation de charbon et du même coup celui d'armements. Wall Street veut de l'ordre en France... Et il accueille Pierre de Gaulle en grande pompe. Pendant ce temps, les capitalistes français en arrivent justement aux mêmes conclusions. La pratique du cycle infernal des prix et des salaires, si précieuse pour eux, ne leur suffit plus: il faut que les prix soient seuls à monter. En finir avec les revendications ouvrières! Et pour cela détruire les organisations syndicales du prolétariat! Voilà les mots d'ordre du jour. Pour les stalinistes rien n'est plus simple que de lancer contre les ouvriers des groupes terroristes. Cela s'est vu. Mais ce serait la guerre civile. Et en haut lieu dans les circonstances actuelles, tout le monde le craint. Mieux vaut instaurer un Etat fort par la voie « démocratique ». Ensuite, police et armée feront le reste. On pourra surexploiter et enrégimenter les travailleurs démolés.

Voilà la commande passée à de Gaulle par la bourgeoisie. Il l'exécute point par point. Le vote sur le renouveau de la faute de Grenoble? Non, il appelle au calme, et son mot d'ordre, c'est celui de retour aux urnes, destiné à prouver l'illégitimité du Gouvernement de troisième force. Il a tellement besoin d'une transition sans douleur qu'il a fait voter au Parlement, il a procuré sa majorité au Ministère Queuille. Voilà un vrai démocrate... Mais, démocrate, comment pourrait-il être lorsqu'il s'agit d'appliquer le programme qu'expose son lieutenant Raymond Aron: bloquer les salaires et libérer les prix, oublier l'augmentation de la durée du travail? C'est alors qu'il faudra des « Syndicats laisés de la politique » (de

Gaulle à sa Conférence de Presse). N'est-ce pas dire clairement que les Syndicats seront lésés? Et comment pouvons-nous éviter d'en arriver là?

LA SEULE DEFENSE La grande force de de Gaulle, c'est les millions de mécontents qui, à part lui, ne voient pas en qui mettre leur dernière espérance. Les classes moyennes sont lassées de l'inflation, de la vie chère, du marasme et des impôts. La solution à tout cela, elles la chercheraient volontiers AVEC les ouvriers, mais elles voient ceci perdants d'avance au jeu de la grève tournante, incapables de s'unir eux-mêmes dans un mouvement d'ensemble, dans une grève générale. Et elles commencent à chercher une solution SUR LEUR DOS. C'est ce qu'elles feront, à plus forte raison après les grèves actuelles, lorsqu'il s'agira de payer la note. Elles demanderont un autre Gouvernement. Or, comment auraient-elles envie de goûter les charmes du Gouvernement d'Union Démocratique quand l'Humanité veut leur faire croire que l'époque où Thorez était ministre était une belle époque? Un Gouvernement sans ministres capitalistes, par contre, voilà ce que l'on n'a jamais vu, jamais essayé encore. Pourquoi un Gouvernement serait-il capable de rallier une grande partie des classes moyennes, même parmi celles qui ne se sentent pas anti-capitalistes? Parce que, fait inouï, il s'attaquerait en fait et pas seulement en paroles aux causes de l'anarchie dans la production et dans la vie sociale.

Mais ce choix des classes moyennes, il dépend entièrement de celui de la classe ouvrière. C'est aux dirigeants de grèves, aux militants communistes, à tous les cadres ouvriers, qu'il appartient de donner un véritable programme anti-capitaliste aux luttes en cours et d'unifier celles-ci en un assent général contre le régime dont tout le monde est las. C'est tout un réarmement politique à faire. Pour ce réarmement, nous comptons pas sur Thorez, Thorez s'en tient à la « défense républicaine ». Mais, un régime à défendre, il faut qu'il en vaille la peine. En avant pour la démocratie parlementaire au profit des capitalistes? Non, car bientôt nous ne lui trouverons plus un seul défenseur. En avant pour le régime ouvrier et paysan? Bien sûr, puisque des millions et des millions d'hommes, qui ont tant lutté déjà depuis des années, sont prêts pour elle à un ultime combat. Voilà le premier et le dernier mot de la lutte contre de Gaulle.

LA BOURGEOISIE A CHOISI SON REGIME. TRAVAILLEURS, CHOISSISSONS LE NOTRE! P. GARRIVE.

LA VÉRITÉ REPARAIT...

Tous nos camarades, tous nos amis seront heureux d'apprendre la bonne nouvelle. Oui, nous pouvons l'assurer aujourd'hui avec certitude, « La Vérité » va reparaitre régulièrement. Certes, son format sera plus petit; elle ne sera pas hebdomadaire pour le moment, on ne la trouvera pas dans les kiosques, mais elle sortira « RÉGULIÈREMENT ». Elle sera mise en vente le premier et le troisième vendredi de chaque mois. C'est une première étape.

est donc essentiel que l'organe trotskyste vive aujourd'hui. Profondément imprégnés de cette nécessité, les organes directeurs de la IV^e Internationale ont décidé d'accorder un soutien régulier à « La Vérité » durant quatre mois. Nos sections socialistes hollandaises et anglaises nous ont également promis leur aide en dépit de leurs propres difficultés et quitte à restreindre certaines de leurs activités. L'internationalisme prolétarien n'est pas un vain mot pour les militants trotskystes. Grâce à cette aide dont nous sommes marqués et amis apprécieront la valeur; grâce à une souscription extraordinaire de quatre mois des militants du P.C.I., « La Vérité » est certaine de pouvoir paraître deux fois par mois d'ici au 1^{er} mars 1949.

Il était plus qu'urgent que reparaisse l'organe du trotskisme alors que la France vit une des périodes les plus critiques de son histoire. Le danger de la dictature gaulliste est devenu une réalité brûlante. Ce danger se confond intimement avec celui d'une troisième guerre mondiale. Empêcher de Gaulle d'arriver au pouvoir, c'est en même temps reculer l'échéance de la guerre atomique.

Cette période devra être utilisée pleinement pour donner une assise financière solide à notre organe. Le Comité Central du P.C.I. a décidé d'une campagne dont les objectifs sont: — 400 nouveaux abonnés, soit 80.000 francs; — 25.000 francs d'entrées mensuelles par la voie des amis de « La Vérité », soit 100.000 francs au terme de quatre mois de campagne.

Il est encore possible de conjurer ces périls redoutables si le prolétariat parvient à se donner une nouvelle direction révolutionnaire, affranchie de l'influence réformiste et stalinienne. L'expérience des dernières années a montré l'écho que rencontrent dans les larges masses les mots d'ordres de la IV^e Internationale. Le minimum vital, l'échelle mobile des salaires, le contrôle ouvrier ont désormais droit de cité après avoir été dénigrés systématiquement par les chefs du P.C.F. et de la S.F.I.O. A présent, c'est la stratégie révolutionnaire de la grève générale totale et illimitée, du gouvernement ouvrier sans ministres capitalistes que les masses tendent à faire leur.

Le capital ainsi rassemblé permettra à « La Vérité » de poursuivre sa parution régulière lorsqu'elle ne bénéficiera plus de l'aide exceptionnelle actuelle. C'est volontairement que notre Comité Central s'est fixé des buts modestes et réalistes que nous sommes sûrs de pouvoir atteindre. Après une éclipse quasi-complète de cinq mois, « La Vérité » repart sur des bases nouvelles. Ses dépenses ont été comprimées au maximum. Son tirage a été réduit. Elle ne se trouvera plus dans les kiosques jusqu'à nouvel ordre.

Nombreux sont les militants des grandes organisations ouvrières, et particulièrement du P.C.F., à se rendre compte des trahisons constantes de leurs dirigeants. « La Vérité » est notre principale arme pour éclairer ces militants, pour les aider dans les luttes de chaque jour, pour œuvrer au rassemblement de l'avant-garde ouvrière sur un programme révolutionnaire. Il

Il est indispensable de consentir à ces sacrifices pour pouvoir repartir sur des bases à la fois saines et sûres. Mais nous sommes certains de pouvoir ainsi aller de l'avant et d'atteindre nos buts. A. DURET.

SOUSCRIVEZ C. C. P. PICARD 5660 - 38 PARIS

La vérité sur Madagascar

L'affaire de Madagascar? C'est l'histoire d'un peuple entier réduit en esclavage, poussé à la révolte et finalement vaincu par les colonialistes français. Le « procès » de Tananarive? C'est l'histoire d'une gigantesque provocation policière, provocation montée de toutes pièces par ces mêmes colonialistes afin de faire taire, en les assassinant, les dirigeants les plus populaires du peuple malgache. Et cela, ce sont les documents des coloniaux eux-mêmes qui nous les ont présentés. La presse nous publie aujourd'hui ces documents.

« Révolte » et répression

Dans ces conditions, aucun travailleur français ne peut contester au peuple malgache le droit de se soulever contre les oppresseurs coloniaux, qui sont aussi les nôtres. Et pourtant, le peuple malgache ne s'est pas révolté. L'insurrection de mars 1947, limitée à quelques secteurs de l'île, est l'œuvre de petites sociétés secrètes parmi les dirigeants, desquelles le chef de la révolte, le tortionnaire Baron, s'est vanté d'avoir introduit des provocateurs. Sous prétexte de répression, les colonialistes ont ainsi pu débâcler dans l'île entière une terreur sanglante, et briser le M.D.R.M., seule organisation de masse, en liquidant ses dirigeants et ses chefs. En outre, il n'y a aucune commode mesure entre la révolte et la répression. La presse bourgeoise française elle-même a chiffré à 90.000 ce qu'elle appelle « les victimes des événements de Madagascar », contrebande sans valeur des victimes des insurgés et celles de la répression. Or il existe sur ces « événements » un document sensationnel: c'est le rapport de masses confidentiel adressé par le député « socialiste » Gaston Defferre à Marius Moutet, alors ministre « socialiste » des Colonies. Ce document est tombé entre nos mains. Or l'auteur y énumère à une à une les victimes civiles et militaires des insurgés: le total s'élève exactement à 797. Ce sont donc plus de 89.000 Malgaches qui sont tombés sous les coups de la répression coloniale. Le rapport

« Civilisation française »

Il suffit de se reporter aux statistiques officielles pour s'apercevoir que depuis la conquête de Madagascar par les Français, 35 francs par jour, beaucoup moins que l'ouvrier français en une heure. Les paysans, qui forment la plus grande partie de la population, travaillent comme des bêtes de somme: pour 1.200.000 hectares de terres cultivées, il n'existe en effet à Madagascar que 15.000 la « bonne petite grève Renault », comme disait Lunet, toute une série de délégués abandonnent leurs responsabilités, est-ce un pas en avant? Les luttes partielles préparent la grève générale quand les dirigeants, par leur programme, par leur agitation, par leur propagande, les placent dans

« LA VÉRITÉ » (Suite Page 2)

A. REVAL (Suite Page 3)

LA VIE DU PARTI

LA RÉVOLUTION DOCTOIRE

Vue par... "LE MATIN" en 1917

JEUNES DANS L'USINE JEUNES SOUS L'UNIFORME

COMITE CENTRAL. Le Comité Central du Parti s'est réuni les 16 et 17 octobre. Après discussion, il a adopté une résolution politique...

9 Novembre. — Il serait surprenant que le coup de main qui vient de réussir à Péetrograd et qui est le fait d'une minorité audacieuse modifiât définitivement les destinées de la Russie...

Deux forces, en réalité, sont en présence, et ces deux forces existaient sous l'ancien régime. L'une est celle des Bolchévicks qui faisaient tous plus ou moins partie de l'Etat...

Les usines sont la propriété des ouvriers. Un troisième décret établit un moratorium pour le paiement du loyer des petites maisons et des petits logements...

Depuis plusieurs jours, le Gouvernement a rappelé des classes réservistes. Il maintient sous les drapeaux les 47/2 deux mois de plus...

Région Parisienne. Une Assemblée générale a eu lieu le 19 septembre. Le rapport porta sur le danger gaulliste s'aggravant et la nécessité de regrouper l'avant-garde ouvrière...

14 Novembre. — La fin de l'insurrection en Russie. Défaite des maximalistes. Kérénsky, maître de la situation, serait entré dans Péetrograd avec ses troupes...

21 Novembre. — Folles Maximalistes. Le correspondant du Times (télégraphie de Péetrograd à la date du 18) : « Le nouveau gouvernement ou, comme il se désigne, le « Conseil des Commissaires du Peuple » a donné, le 10 Novembre, un exemple de la législation par laquelle il se propose de régénérer la Russie...

29 Novembre. — Un simple soldat a été nommé commandant des troupes de la région militaire de Moscou. 6 Décembre. — Aux termes de la nouvelle loi, les enfants illégitimes auront les mêmes droits que les enfants légitimes...

Déjà, en certains endroits, les soldats qui en ont assez du militarisme et de la guerre ont compris que la lutte des mineurs était la même que la leur. Et tous les soldats comprendront qu'ils peuvent beaucoup pour aider leurs frères en lutte...

Un tract du parti a été diffusé le vendredi, jour de la grève générale de deux heures. Il appelait tous les travailleurs à répondre à l'appel des centrales syndicales...

15 Novembre. — Vers un dénouement. Comme nous l'avons dit, dès le premier jour, le ministre allemand et ses acolytes n'avaient pas d'appui dans l'ensemble de la population russe...

22 Novembre. — Folles Maximalistes. Le correspondant du Times (télégraphie de Péetrograd à la date du 18) : « Le nouveau gouvernement ou, comme il se désigne, le « Conseil des Commissaires du Peuple » a donné, le 10 Novembre, un exemple de la législation par laquelle il se propose de régénérer la Russie...

29 Novembre. — Un simple soldat a été nommé commandant des troupes de la région militaire de Moscou. 6 Décembre. — Aux termes de la nouvelle loi, les enfants illégitimes auront les mêmes droits que les enfants légitimes...

Déjà, en certains endroits, les soldats qui en ont assez du militarisme et de la guerre ont compris que la lutte des mineurs était la même que la leur. Et tous les soldats comprendront qu'ils peuvent beaucoup pour aider leurs frères en lutte...

Pointes rouges!!

LA CHASSE AUX TRAFIQUANTS. Comme tous ceux qui l'ont précédé, le Gouvernement Québécois commence par « réguler » les prix des denrées chaque jour par des ordonnances...

LES SECRETS DU P.S.U. Dans chacun de ses numéros, « La Bataille Socialiste » dénonce le parti bureaucratique et le socialisme de la France...

LES PETITS JEUX DE L'HUMA. Vous connaissez les petits jeux qui se mettent à lura lecteurs certains journaux, et la réponse se trouve au bas de la page...

Des journaux d'entreprises paraissent maintenant régulièrement: « La Vérité-Unité », « La Vérité-Renaud », « La Vérité-Chausson », « La Vérité-S.N.E.C.M.A. »...

15 Novembre. — Vers un dénouement. Comme nous l'avons dit, dès le premier jour, le ministre allemand et ses acolytes n'avaient pas d'appui dans l'ensemble de la population russe...

22 Novembre. — Folles Maximalistes. Le correspondant du Times (télégraphie de Péetrograd à la date du 18) : « Le nouveau gouvernement ou, comme il se désigne, le « Conseil des Commissaires du Peuple » a donné, le 10 Novembre, un exemple de la législation par laquelle il se propose de régénérer la Russie...

29 Novembre. — Un simple soldat a été nommé commandant des troupes de la région militaire de Moscou. 6 Décembre. — Aux termes de la nouvelle loi, les enfants illégitimes auront les mêmes droits que les enfants légitimes...

Déjà, en certains endroits, les soldats qui en ont assez du militarisme et de la guerre ont compris que la lutte des mineurs était la même que la leur. Et tous les soldats comprendront qu'ils peuvent beaucoup pour aider leurs frères en lutte...

Région Bretonne. La région bretonne a édité un tract lors de la grève générale. Elle a édité une brochure « contre la misère, le fascisme et la guerre. L'unique solution: gouvernement ouvrier paysan »...

15 Novembre. — Vers un dénouement. Comme nous l'avons dit, dès le premier jour, le ministre allemand et ses acolytes n'avaient pas d'appui dans l'ensemble de la population russe...

22 Novembre. — Folles Maximalistes. Le correspondant du Times (télégraphie de Péetrograd à la date du 18) : « Le nouveau gouvernement ou, comme il se désigne, le « Conseil des Commissaires du Peuple » a donné, le 10 Novembre, un exemple de la législation par laquelle il se propose de régénérer la Russie...

29 Novembre. — Un simple soldat a été nommé commandant des troupes de la région militaire de Moscou. 6 Décembre. — Aux termes de la nouvelle loi, les enfants illégitimes auront les mêmes droits que les enfants légitimes...

Déjà, en certains endroits, les soldats qui en ont assez du militarisme et de la guerre ont compris que la lutte des mineurs était la même que la leur. Et tous les soldats comprendront qu'ils peuvent beaucoup pour aider leurs frères en lutte...

Jules Moch a dit...

« Qui donc parmi nous contesterait la nécessité d'une défense antifasciste? Qui soutiendrait en la matière la suprématie de la Chambre sur la rue? » a déclaré Jules Moch qui a encore affirmé: « Les événements en Espagne et en Autriche eussent, sans aucun doute, pris une autre tournure si les gouvernants n'avaient constamment gardé la maîtrise presque intégrale des transports, des liaisons et de la force motrice... »

« Comment le sang des victimes prolétariennes ne ferait-il pas lever une moisson de vengeurs, tant que subsiste l'oppression sociale? »

NI JAUNE NI COMPLICE (Suite de la page 1)

le cours d'une lutte d'ensemble qui s'appuyait effectivement et ouvertement sur ces luttes partielles. Mais ce n'est pas là la politique des stalinistes. Ils ont raidi leur tactique le jour où les pourparlers de coulisse pour un « Gouvernement d'union démocratique » ont échoué et où ils ont, au moins pour un temps, renoncé à ce mot d'ordre qui a pratiquement disparu des colonnes de l'Humanité...

— Echelle mobile, qui garantira ce minimum vital dans une période où les prix continuent de monter; — le contrôle des travailleurs qui, seul, permettant de voir ce qui se passe dans l'économie capitaliste, déjouera les trafics et les manœuvres. Ces revendications essentielles ne peuvent pas être dissociées du problème de la direction du pays. Autant d'entre elles ne serait assurée si les travailleurs n'imposent pas un gouvernement ouvrier et paysan, soutenu par les masses organisées et armées, et contrôlé par elles. Une politique différente de celle de la bureaucratie, une véritable politique ouvrière nécessite une direction ouvrière autonome, indépendante de la bureaucratie. Des Comités élus démocratiquement par les entreprises pour engager et mener une lutte d'ensemble, ces Comités se reliant entre eux d'usine à usine, en dehors du contrôle étatique des appareils en place, tel est le moyen de la lutte et de la victoire. Dans le cadre d'une telle politique, la lutte même si elle ne s'étendait pas au-delà de quelques entreprises (et dans les conditions de tension sociale actuelle, il n'est ni tout certain que le mouvement ne peut acquiescer de l'ampleur) constituerait un modèle, un exemple, un encouragement pour des milliers de militants à la recherche d'une issue, un point de départ pour les luttes futures. C'est particulièrement aux milliers de militants de base du P.C.F. qui, aujourd'hui, se sentent coincés entre une volonté de combat des masses et les directives de leur parti qui guerpissent cette volonté de combat que nous nous adressons. Ils portent sur eux les plus lourdes responsabilités. C'est grâce à leur autorité dans les usines que Thorez a pu, en 1936, « faire tomber » des usines et qu'il a pu en 1946 désarmer les travailleurs au profit d'une seule armée, d'une seule police, d'un seul Gouvernement. Poursuivre sur cette voie, c'est mener à une plus lourde défaite que celle de l'an dernier. Prendre le mouvement dans leurs mains et agir en fonction de leur intelligence de classe, c'est peut-être la seule voie ouvrière de vaincre, de créer une société socialiste.

LA GRÈVE DE LA SIDÉRURGIE LORRAINE

(D'un correspondant de "La Vérité")

Commencée le 21 septembre, la grève a pris fin après vingt-cinq jours de lutte.

Un Cartel inter-syndical départemental a été constitué avant le début de l'initiative de la C.G.T. entre cette dernière et la C.F.T.C. auxquelles se sont joints les syndicats locaux F.O. (l'Union Départementale F.O. avait refusé l'unité d'action).

Cette unité, avant d'être réalisée à la condition expresse qu'un minimum de sécurité serait assuré en cas de grève, a failli être rompue à plusieurs reprises au cours de la grève.

Dans nombre d'usines, les revendications décidées par les directions syndicales départementales étaient jugées insuffisantes par les ouvriers, mais la lutte s'est poursuivie, afin que la lutte soit unanime dans le département, et a amené à les accepter. Les ouvriers pensaient surtout que l'importance de leur grève maintenait rapidement un certain équilibre entre toutes les corporations, seul moyen, à leurs yeux, d'apporter des avantages rapides et durables et que, dans une telle lutte, les revendications du début pouvaient être modifiées.

La grève s'est déroulée pendant vingt-cinq jours, avec une unité parfaite chez les grévistes et sans aucune défaillance. On a pu noter que le deuxième référendum, au 15^e jour de grève, a obtenu 70 % pour la continuation de la lutte, pourcentage sensiblement égal au premier vote datant de la veille du conflit.

En dehors de l'augmentation décidée par le Gouvernement par l'article 28 du 28 septembre, les sidérurgistes obtiennent 5 % de réduction de l'abattement de zone, plus 5 % sur les salaires réels, soit un peu plus de 10 %. Et aucune garantie du pouvoir d'achat, sinon l'engagement des employeurs de se réunir en commission paritaire pour examiner le niveau des salaires et des prix. C'est encore loin de l'échelle mobile.

Les travailleurs ont le sentiment qu'ils n'ont pas été battus par ce qu'ils ont obtenu, mais ils se sentent pas les avantages obtenus et ils sont convaincus que dans quelques semaines les hausses de prix auront abolié et au delà, les maigres avantages obtenus. Ils ne cachent pas leur déception de la trahison des centrales syndicales qui toutes se refusent à la grève générale.

Mais tous veulent que l'unité d'action réalisée pendant la grève se poursuive, au moins sur le plan local, soit moyen de faire face aux attaques patronales.

La Fédération des métaux C.G.T. a eu victoire et cheminots s'en est attribué le mérite. Ceci ne brisait pas sa fierté s'en tenant là. Mais par une profusion de tracts et de réunions, elle prend à partie les organisations syndicales adverses pour prouver qu'elle seule a œuvré pour les sidérurgistes et elle conclut que l'unité réalisée dans la lutte doit se continuer par la rentrée en masse dans la C.G.T. C'est à dire qu'avec des moyens plus ou moins honorables, elle cherche à grignoler les autres organisations.

C'est le meilleur moyen pour décourager les militants sincères et compromettre l'unité d'action.

Espérons que les travailleurs désigneront les manœuvres pouvant porter atteinte à leur unité, d'où qu'elles viennent, et poursuivront cette unité pour se préparer à la grève générale, la seule pouvant apporter une véritable victoire.

AVEC LES MINEURS DE LA LOIRE

(Des correspondants de "La Vérité")

A ROCHE-LA-MOLIERE

Ce fut comme une trainée de poudre: « Ils » sont là!

« Ils », ce sont les gardes mobiles, les C.R.S., de bonne heure, le matin, avant l'aube, les « forces de l'ordre », comme on les appelait sous l'ancien régime, sont éparpillés à plusieurs centaines de mètres des « plâtres » des puits Dolomieu et Gruner.

La tactique est la suivante: 1° Chasser les ouvriers qui, par petits paquets, stationnent dans les parages; 2° Rejoindre lentement les abords immédiats des puits et s'emparer des installations.

Les ouvriers se sont éloignés, en maugrant. On n'a pas les gardes mobiles, chez les travailleurs, et puis, on n'a pas le droit de circuler où l'on veut!

Mais les mineurs les plus dynamiques se sont regroupés. Parmi eux, des jeunes, surtout des jeunes. Nos ouvriers se sont regroupés. Contournons les installations. Au détour du chemin, un petit raidillon: — Attention! nous crie une femme, c'est dangereux.

En effet, derrière une palissade, les mercenaires en bleu sont là, l'arme à la main.

Mais voici les ouvriers. Devant les cités Desvallées, on installe une barrière, faite de poutres, de pierres, de barricades et de vieilles toiles que l'on a détérioré à côté des jardins.

Parmi les combattants, fraternellement unis, des communistes, des syndicalistes, des trotskystes et des sans-parti. On se bat, sans se faire d'illusions d'ailleurs. Si les « autres » en face le veulent, ils sont armés. « Nous ne pouvons riposter qu'à coups de pierre ».

La bataille est inégale, mais la force des travailleurs pourrait être plus grande, si les dirigeants de la Fédération des Cheminots avaient donné le mot d'ordre d'interdire tout transport de C.R.S. et mieux, de se solidariser par une grève totale avec les mineurs. C'était cette volonté qu'avaient manifestée les travailleurs du rail en votant la grève à une très grosse majorité dans la région de Saint-Etienne et dans le Sud-Est, au cours du référendum organisé par leurs dirigeants. Pourquoi ces dirigeants n'ont-ils pas exécuté la volonté des syndiqués en donnant l'ordre de grève?

DE LA BATAILLE DE LA LOIRE

Dès le premier jour, le 18 à 15 heures, les cinq puits de Soleil, dont le puits Villiers, furent occupés.

« Sans incidents! » commentera la presse à tout faire.

Mais lorsque les ouvriers de toutes les corporations de Saint-Etienne apprirent la nouvelle, le mécontentement grandit. La grève dura depuis quatorze jours et les « bonnes » syndicats n'appelaient qu'à la solidarité financière.

Quelle belle occasion d'aider effectivement les camarades du sous-sol. Les métallos débrayèrent dans tous les quartiers de la grand-ville et se rendirent aux puits.

Une pluie de projectiles s'abattit sur les « défenseurs de l'ordre ».

— Reprenons nos puits! s'écria un dirigeant syndicaliste.

Mais les C.R.S. ripostèrent, bestiallement, à coups de crosses.

Attaques et contre-attaques se succédèrent durant toute la soirée et les jours suivants.

Notons la magnifique combativité des locataires des « cités de la ville » près du boulevard Jules-Denis.

— Quand défrutera-t-on ces maîtres infâmes, s'écriait un lieutenant de C.R.S.

Mais des « maisons infâmes » sortaient, une nouvelle fois, les femmes qui vomissaient leur mépris à l'adresse des serviteurs bien nourris de M. Jules Moch. « Quand donc pourrions-nous leur casser leurs sales gaites », disaient-elles en tendant le poing vers les soudards qui, peu de jours après, allaient assassiner le mineur Antoine Barbier à Firminy.

Quand? quand les travailleurs, cessant de faire confiance aux dirigeants qui laissent les mineurs s'émouvoir, malgré leur magnifique combativité, dans une trop longue lutte, et refusent d'organiser à temps la grève générale, organiser eux-mêmes et tous ensemble leur lutte dans leurs Comités démocratiquement élus. Alors les C.R.S., alors les files qui, devant les seuls mineurs désarmés, n'arrivent qu'au prix d'une longue lutte à faire reculer les travailleurs, seront écrasés à jamais.

NE COMPTEZ PAS SUR L'ARMÉE MONSIEUR MOCH

VIII^e REGION MILITAIRE

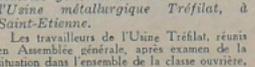
Subdivision de Saint-Etienne

ÉTAT-MAJOR — 3^e BUREAU N° 346/3/S.

NOTE DE SERVICE (SECRET)

Il a été signalé que des contacts avaient eu lieu entre les gendarmes et que des conversations avaient pu s'engager.

Le Colonel, commandant la Subdivision.



Pourquoi les mineurs se battent-ils seuls?

Question posée par les métallos stéphanois

Pour la défense des libertés ouvrières et pour le désarmement par les travailleurs eux-mêmes des bandes fascistes. (Ce n'est pas Moch qui fait lire sur les ouvriers ce Gouvernement qui désarmerait les fascistes.)

Pour toutes ces revendications, les travailleurs sont prêts à entrer tous ensemble dans la lutte et à imposer la grève générale de toutes les corporations jusqu'à la victoire des revendications ci-dessus énoncées, la démission d'un Gouvernement au service du capital et du profit.

Pourquoi les mineurs se battent-ils seuls? — Pourquoi, à la délimitation des mineurs qui venait pour demander la grève générale, la Direction Confédérale a-t-elle répondu qu'il fallait organiser seulement la solidarité financière?

Pourquoi les cheminots de la Région et du Sud-Est, après avoir voté la grève, n'ont-ils pas tenu compte de cette grève que l'Etat dément sur l'avenir immédiat de la classe ouvrière tout entière?

Les travailleurs de l'Union Tréfilat demandent instamment à l'U.D. de répondre ces questions et d'en saisir le Bureau Confédéral.

A L'INDUSTRIELLE DES TÉLÉPHONES

UNE RÉOLUTION POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE

Le jeudi 16 septembre, deux manifestations prévues par la direction syndicale. La première, le matin, sur la base du 15^e arrondissement, et l'après-midi grève générale de la métallurgie à 16 heures. Dans l'usine, la direction syndicale décide de faire une assemblée dans la soirée de l'usine, à 19 h., afin d'envoyer une délégation à la manifestation du 15^e. Donc, à 10 heures, les ouvriers débrayèrent et se rendirent à l'assemblée, à l'exception de la C.F.T.C. et de la F.O. Il est à noter que pas mal de camarades s'abstiennent, étant contre tout mouvement partiel.

Après avoir entendu le Bureau syndical présenter une motion se solidarisant avec le mouvement du 15^e et approuvant celui général à la métallurgie. Un camarade défendit la résolution de l'Unité Syndicale demandant:

« La grève générale. L'échelle mobile. Le contrôle ouvrier. Un Gouvernement ouvrier et paysan sans ministres capitalistes. Malgré la réponse des dirigeants syndicaux, les deux motions furent mises aux voix et adoptées toutes les deux. Ce fait montre que les ouvriers se manifestent de plus en plus en faveur d'un mouvement ensemble pour des solutions réelles à leur misère grandissante.

« Meeting pour les augmentations de salaires et contre la vie chère. Ce meeting est organisé par C.G.T. et C.F.T.C. Plus de trois mille travailleurs étaient massés dès 17 heures au marché couvert. La grève était générale de 16 heures à 18 heures (Cheminots de fer, P.T.T., Préfecture, Mairie, etc.). C'est dans un grand enthousiasme et dans la volonté générale de s'aller jusqu'au bout » que le Meeting s'est déroulé.

« A son issue, une résolution fut adoptée qui, après avoir déclaré que la patience de tous les travailleurs était à bout, qu'ils entendaient faire respecter leur droit à la vie, exigeait notamment: 1° le paiement immédiat d'une indemnité de 3.000 francs; 2° la fixation du minimum vital de 13.500 pour 40 heures et la garantie: a) par l'échelle mobile des salaires, traitements et retraites sur la base de l'indice de 1937; b) par le contrôle ouvrier sur la production et les profits.

« La résolution réclamait l'augmentation des cotisations familiales à calculer sur le minimum vital, le rajustement des allocations aux vieux, etc... Elle condamnait l'emploi de la force armée contre la classe ouvrière et réclamait l'abrogation des décrets anti-ouvriers.

« Une conclusion, cette résolution affirmait la lutte de l'unité des travailleurs de Châlons-sur-Marne ainsi que leur volonté de défendre à tout prix leurs droits. Seul remède des droits acquis et des conquêtes sociales. La délégation, accompagnée de la foule des travailleurs, alla porter cette résolution au Préfet pour lui montrer la volonté des travailleurs d'obtenir satisfaction. Il est à noter qu'il avait été impossible aux organisateurs de trouver un responsable F.O., mais que par contre les délégués F.O. de cette usine participaient à la lutte.

LA GRÈVE DES CHEMINOTS

Le mercredi 6 octobre, l'A.G. des Cheminots C.G.T. décide, à une forte majorité, la grève pour le lendemain sur la base de

Action généralisée dans la Marne

Châlons-sur-Marne, vendredi 24 septembre.

« Meeting pour les augmentations de salaires et contre la vie chère. Ce meeting est organisé par C.G.T. et C.F.T.C. Plus de trois mille travailleurs étaient massés dès 17 heures au marché couvert. La grève était générale de 16 heures à 18 heures (Cheminots de fer, P.T.T., Préfecture, Mairie, etc.). C'est dans un grand enthousiasme et dans la volonté générale de s'aller jusqu'au bout » que le Meeting s'est déroulé.

« A son issue, une résolution fut adoptée qui, après avoir déclaré que la patience de tous les travailleurs était à bout, qu'ils entendaient faire respecter leur droit à la vie, exigeait notamment: 1° le paiement immédiat d'une indemnité de 3.000 francs; 2° la fixation du minimum vital de 13.500 pour 40 heures et la garantie: a) par l'échelle mobile des salaires, traitements et retraites sur la base de l'indice de 1937; b) par le contrôle ouvrier sur la production et les profits.

« La résolution réclamait l'augmentation des cotisations familiales à calculer sur le minimum vital, le rajustement des allocations aux vieux, etc... Elle condamnait l'emploi de la force armée contre la classe ouvrière et réclamait l'abrogation des décrets anti-ouvriers.

« Une conclusion, cette résolution affirmait la lutte de l'unité des travailleurs de Châlons-sur-Marne ainsi que leur volonté de défendre à tout prix leurs droits. Seul remède des droits acquis et des conquêtes sociales. La délégation, accompagnée de la foule des travailleurs, alla porter cette résolution au Préfet pour lui montrer la volonté des travailleurs d'obtenir satisfaction. Il est à noter qu'il avait été impossible aux organisateurs de trouver un responsable F.O., mais que par contre les délégués F.O. de cette usine participaient à la lutte.

LA GRÈVE DES CHEMINOTS

Le mercredi 6 octobre, l'A.G. des Cheminots C.G.T. décide, à une forte majorité, la grève pour le lendemain sur la base de

« Meeting pour les augmentations de salaires et contre la vie chère. Ce meeting est organisé par C.G.T. et C.F.T.C. Plus de trois mille travailleurs étaient massés dès 17 heures au marché couvert. La grève était générale de 16 heures à 18 heures (Cheminots de fer, P.T.T., Préfecture, Mairie, etc.). C'est dans un grand enthousiasme et dans la volonté générale de s'aller jusqu'au bout » que le Meeting s'est déroulé.

« A son issue, une résolution fut adoptée qui, après avoir déclaré que la patience de tous les travailleurs était à bout, qu'ils entendaient faire respecter leur droit à la vie, exigeait notamment: 1° le paiement immédiat d'une indemnité de 3.000 francs; 2° la fixation du minimum vital de 13.500 pour 40 heures et la garantie: a) par l'échelle mobile des salaires, traitements et retraites sur la base de l'indice de 1937; b) par le contrôle ouvrier sur la production et les profits.

« La résolution réclamait l'augmentation des cotisations familiales à calculer sur le minimum vital, le rajustement des allocations aux vieux, etc... Elle condamnait l'emploi de la force armée contre la classe ouvrière et réclamait l'abrogation des décrets anti-ouvriers.

« Une conclusion, cette résolution affirmait la lutte de l'unité des travailleurs de Châlons-sur-Marne ainsi que leur volonté de défendre à tout prix leurs droits. Seul remède des droits acquis et des conquêtes sociales. La délégation, accompagnée de la foule des travailleurs, alla porter cette résolution au Préfet pour lui montrer la volonté des travailleurs d'obtenir satisfaction. Il est à noter qu'il avait été impossible aux organisateurs de trouver un responsable F.O., mais que par contre les délégués F.O. de cette usine participaient à la lutte.

LA GRÈVE DES CHEMINOTS

Le mercredi 6 octobre, l'A.G. des Cheminots C.G.T. décide, à une forte majorité, la grève pour le lendemain sur la base de

« Meeting pour les augmentations de salaires et contre la vie chère. Ce meeting est organisé par C.G.T. et C.F.T.C. Plus de trois mille travailleurs étaient massés dès 17 heures au marché couvert. La grève était générale de 16 heures à 18 heures (Cheminots de fer, P.T.T., Préfecture, Mairie, etc.). C'est dans un grand enthousiasme et dans la volonté générale de s'aller jusqu'au bout » que le Meeting s'est déroulé.

« A son issue, une résolution fut adoptée qui, après avoir déclaré que la patience de tous les travailleurs était à bout, qu'ils entendaient faire respecter leur droit à la vie, exigeait notamment: 1° le paiement immédiat d'une indemnité de 3.000 francs; 2° la fixation du minimum vital de 13.500 pour 40 heures et la garantie: a) par l'échelle mobile des salaires, traitements et retraites sur la base de l'indice de 1937; b) par le contrôle ouvrier sur la production et les profits.

« La résolution réclamait l'augmentation des cotisations familiales à calculer sur le minimum vital, le rajustement des allocations aux vieux, etc... Elle condamnait l'emploi de la force armée contre la classe ouvrière et réclamait l'abrogation des décrets anti-ouvriers.

« Une conclusion, cette résolution affirmait la lutte de l'unité des travailleurs de Châlons-sur-Marne ainsi que leur volonté de défendre à tout prix leurs droits. Seul remède des droits acquis et des conquêtes sociales. La délégation, accompagnée de la foule des travailleurs, alla porter cette résolution au Préfet pour lui montrer la volonté des travailleurs d'obtenir satisfaction. Il est à noter qu'il avait été impossible aux organisateurs de trouver un responsable F.O., mais que par contre les délégués F.O. de cette usine participaient à la lutte.

LA GRÈVE DES CHEMINOTS

Le mercredi 6 octobre, l'A.G. des Cheminots C.G.T. décide, à une forte majorité, la grève pour le lendemain sur la base de

« Meeting pour les augmentations de salaires et contre la vie chère. Ce meeting est organisé par C.G.T. et C.F.T.C. Plus de trois mille travailleurs étaient massés dès 17 heures au marché couvert. La grève était générale de 16 heures à 18 heures (Cheminots de fer, P.T.T., Préfecture, Mairie, etc.). C'est dans un grand enthousiasme et dans la volonté générale de s'aller jusqu'au bout » que le Meeting s'est déroulé.

« A son issue, une résolution fut adoptée qui, après avoir déclaré que la patience de tous les travailleurs était à bout, qu'ils entendaient faire respecter leur droit à la vie, exigeait notamment: 1° le paiement immédiat d'une indemnité de 3.000 francs; 2° la fixation du minimum vital de 13.500 pour 40 heures et la garantie: a) par l'échelle mobile des salaires, traitements et retraites sur la base de l'indice de 1937; b) par le contrôle ouvrier sur la production et les profits.

« La résolution réclamait l'augmentation des cotisations familiales à calculer sur le minimum vital, le rajustement des allocations aux vieux, etc... Elle condamnait l'emploi de la force armée contre la classe ouvrière et réclamait l'abrogation des décrets anti-ouvriers.

« Une conclusion, cette résolution affirmait la lutte de l'unité des travailleurs de Châlons-sur-Marne ainsi que leur volonté de défendre à tout prix leurs droits. Seul remède des droits acquis et des conquêtes sociales. La délégation, accompagnée de la foule des travailleurs, alla porter cette résolution au Préfet pour lui montrer la volonté des travailleurs d'obtenir satisfaction. Il est à noter qu'il avait été impossible aux organisateurs de trouver un responsable F.O., mais que par contre les délégués F.O. de cette usine participaient à la lutte.

LE 27^e CONGRÈS DE LA C.G.T.

... contre la grève générale

Le 27^e Congrès Confédéral de la C.G.T. entrera dans l'histoire du mouvement ouvrier comme le « Grand Congrès de la lutte... contre la grève générale ».

Le véritable problème qui domine la situation politique et sociale de la France, à savoir celui de la grève générale, fut volontairement camouflé durant toute la préparation du Congrès. Ceci, bien que Frachon fut dans l'obligation de convenir que nombreux étaient les camarades qui voulaient la grève générale.

Au moment où le Congrès a commencé ses travaux, la grève des mineurs se développait, unanime, depuis plus d'une semaine. La victoire était à portée de la main; mais cette victoire exigeait, comme Dumont le proposait dès le premier jour dans une résolution, le déclenchement par le Congrès de la grève générale.

Les bureaucrates dirigeants de la C.G.T. firent donner toute la séquelle des dirigeants fédéraux pour interdire la discussion de cette résolution sur la grève générale: Victorien Duguet, Youremsine, et tant d'autres se succédèrent pour démontrer que:

« Rien ne serait aussi désastreux pour les travailleurs que de s'engager dans la grève générale. » Lunet dit.

« Avec agresse, repris Duguet, Léoplate cheminot, les responsables des cheminots ont ordonné la reprise du travail pour ne pas déclencher la grève générale. »

« Les poings se serrent, quand on lit ces interventions au moment même où engageant dans la bataille l'armée des mineurs » isolés, les « généraux »

de la classe ouvrière se sont refusés à lancer à l'assaut les forces décisives des métallogistes, des cheminots et des dockers.

« Que doit penser de tels « généraux » ce vieux délégué mineur de fond, fidèle à sa classe, qui expliquait à Dumont que tous les mineurs étaient, au début, pour la grève générale, mais qu'ils se sont rendus, par la suite, aux explications « de ceux de Paris » qui leur ont démontré que la grève générale était impossible. Pourquoi était-elle impossible? Parce qu'elle aurait fait tomber le Gouvernement; les responsables n'auraient plus eu personne, alors, avec qui discuter des revendications, et la grève se serait éternisée!!!

Où, l'objectif véritable de la lutte des mineurs était, en entraînant la grève générale de toutes les corporations, de renverser le Gouvernement bourgeois de misère et d'imposer un Gouvernement ouvrier, sans ministres capitalistes, qui eût donné satisfaction aux revendications des travailleurs.

Les chefs ne l'ont pas voulu. Ils ont trahi les intérêts des travailleurs. Le vieux mineur de la Ricamarie ne l'a peut-être pas encore compris. Mais la classe ouvrière paiera de ses larmes et de son sang la grande trahison des chefs qui n'ont pas voulu engager une telle décision contre le régime capitaliste. Puisse-nous voir, à la suite de cette épreuve, une avant-garde toujours plus large comprendre la signification de cette dure expérience et continuer à forger l'armée indispensable à la victoire ouvrière: le Parti révolutionnaire. Pierre LAMBERT.

Je suis allé demander les impressions des deux délégués, Dumont et Roux, qui ont présenté et voté le texte minoritaire au Congrès de la C.G.T. L'Humanité a escamoté leurs interventions. Mais les dirigeants de la C.G.T. étaient-ils, eux, des champions de la démocratie syndicale? Sur ce point, Dumont me déclare:

« Les franchistes voulaient un Congrès apparaissant comme le plus démocratique possible. En savants techniciens, ils l'ont organisé de main de maître, pour l'ont fait cette apparence, et cela seulement.

C'était donc un Congrès massif, mais aussi très sur le vote. Des centaines nommés non pas par des Assemblées générales discutant démocratiquement les rapports et mandatant leurs représentants sur la base d'une orientation, mais par les Commissions Exécutives des Syndicats. Seuls peuvent intervenir les délégués titulaires. 1.200 escadés que pour former le fond sonore, Frachon, premier tiers, donne le ton; les autres bronzes emboîtent le pas.

L'après-midi du premier jour, je vis Dumont fonder et engager une discussion animée avec Arrachard qui présidait. Le camarade Roux me dit:

« Pour moi, j'ai pu aisément parler. Je ne suis pas encore si connu, on m'a donné la parole facilement. Dumont, lui, avait déjà défendu nos positions au Congrès de l'U.D. de la Seine.

« Il s'était fait inscrire le premier au Congrès de la C.G.T., mais on venait au grain en haut lieu. Il était repéré. Les orateurs se succédèrent et toujours pas de Dumont. Le mystère, Dumont va te l'expliquer. »

Et Dumont d'enchaîner: « Les orateurs se succédant, j'allai à la tribune.

Le point de vue de la minorité

Interview par S. Lefranc

« Arrachard, Président, avait devant lui la liste des orateurs inscrits. Derrière lui, sur un pupitre, se trouvait son bien inscrit en première place; mais mon nom était écrit sur un crayon bleu et une longue flèche, en direction du dernier.

« C'était clair. Les bonzes savaient que les étaient mes positions. Ils entendaient me faire passer en fin de liste. Or les 50 derniers inscrits (parmi lesquels se trouvaient les délégués coloniaux) n'ont pu parler en séance plénière. J'ai menacé de faire un scandale; c'est à ce prix seulement que j'ai pu avoir la parole. J'ai énoncé la totalité des positions révolutionnaires que Roux avait pu commencer à exposer, parce qu'il n'était pas connu. »

« La démocratie de façade s'est poursuivie jusqu'à la Commission de Résolution générale dont Roux me décrit ainsi la quinte intérieure: « La Commission générale était composée à l'avance: six franchistes et six légalistes (1). De Dumont et de moi, il n'était pas question. Il a fallu ruser dans les brancards pour obtenir d'en faire partie.

« Cependant, il serait faux d'en conclure que notre action a été stérile. Je veux te citer un fait particulièrement marquant. « Un délégué mineur de la Ricamarie est venu me dire: « Mon vieux, je ne suis pas d'accord, mais j'ai essayé de l'écouter et j'ai exigé le silence autour de moi. La grève générale, nous, on la voulait, mais après, avec

qui pourrait-on traiter? Les dirigeants de notre Fédération nous ont dit: Pas besoin d'attendre les autres. Le Gouvernement sera bien obligé de capituler. »

« Nombreux étaient les délégués anticléricals envers nous. « Malgré vos votes nettement favorables à la grève générale, vous n'avez rien dit de la grève générale. De Frachon à Lunet, tous ont dû donner pour expliquer que les grèves partielles, c'était bien mieux. »

Dumont me résume ainsi les débats qui ont ouvert par une intervention de Frachon: « Vous, des révolutionnaires! Vous êtes de pâles opportunistes! La classe ouvrière est prête pour la révolution et vous, vous parlez de minimum vital, d'échelle mobile, etc... Le développement du capitalisme est inégal, en est de même de la classe ouvrière. Ces luttes partielles permettent aux secteurs ouvriers les moins évolués d'arriver au niveau des plus évolués. »

« Nous avons eu beau jeu de lui répondre que le combat sur un programme incapable de rassembler les travailleurs ne pouvait pas faire progresser les moins évolués et les unir aux autres. Les ouvriers sont prêts à faire la révolution, dit Frachon? Alors, très bien, plus de grèves partielles qui sont l'avant-garde. Pour renverser l'Etat bourgeois, c'est la grève générale immédiate qu'il faut. »

« Quelles conclusions, demandons-nous pour terminer, tirez-vous de ce Congrès? »

Dumont reprend la parole: « Naturellement, il est pénible, dans un moment aussi décisif, de voir un Congrès organisé avec de semblables méthodes. Le but recherché était nettement un Congrès plébiscitaire les chefs généraux. »

« Cependant, il serait faux d'en conclure que notre action a été stérile. Je veux te citer un fait particulièrement marquant. « Un délégué mineur de la Ricamarie est venu me dire: « Mon vieux, je ne suis pas d'accord, mais j'ai essayé de l'écouter et j'ai exigé le silence autour de moi. La grève générale, nous, on la voulait, mais après, avec

qui pourrait-on traiter? Les dirigeants de notre Fédération nous ont dit: Pas besoin d'attendre les autres. Le Gouvernement sera bien obligé de capituler. »

« Nombreux étaient les délégués anticléricals envers nous. « Malgré vos votes nettement favorables à la grève générale, vous n'avez rien dit de la grève générale. De Frachon à Lunet, tous ont dû donner pour expliquer que les grèves partielles, c'était bien mieux. »

Dumont me résume ainsi les débats qui ont ouvert par une intervention de Frachon: « Vous, des révolutionnaires! Vous êtes de pâles opportunistes! La classe ouvrière est prête pour la révolution et vous, vous parlez de minimum vital, d'échelle mobile, etc... Le développement du capitalisme est inégal, en est de même de la classe ouvrière. Ces luttes partielles permettent aux secteurs ouvriers les moins évolués d'arriver au niveau des plus évolués. »

« Nous avons eu beau jeu de lui répondre que le combat sur un programme incapable de rassembler les travailleurs ne pouvait pas faire progresser les moins évolués et les unir aux autres. Les ouvriers sont prêts à faire la révolution, dit Frachon? Alors, très bien, plus de grèves partielles qui sont l'avant-garde. Pour renverser l'Etat bourgeois, c'est la grève générale immédiate qu'il faut. »

« Quelles conclusions, demandons-nous pour terminer, tirez-vous de ce Congrès? »

Dumont reprend la parole: « Naturellement, il est pénible, dans un moment aussi décisif, de voir un Congrès organisé avec de semblables méthodes. Le but recherché était nettement un Congrès plébiscitaire les chefs généraux. »

« Cependant, il serait faux d'en conclure que notre action a été stérile. Je veux te citer un fait particulièrement marquant. « Un délégué mineur de la Ricamarie est venu me dire: « Mon vieux, je ne suis pas d'accord, mais j'ai essayé de l'écouter et j'ai exigé le silence autour de moi. La grève générale, nous, on la voulait, mais après, avec

qui pourrait-on traiter? Les dirigeants de notre Fédération nous ont dit: Pas besoin d'attendre les autres. Le Gouvernement sera bien obligé de capituler. »

« Nombreux étaient les délégués anticléricals envers nous. « Malgré vos votes nettement favorables à la grève générale, vous n'avez rien dit de la grève générale. De Frachon à Lunet, tous ont dû donner pour expliquer que les grèves partielles, c'était bien mieux. »

Dumont me résume ainsi les débats qui ont ouvert par une intervention de Frachon: « Vous, des révolutionnaires! Vous êtes de pâles opportunistes! La classe ouvrière est prête pour la révolution et vous, vous parlez de minimum vital, d'échelle mobile, etc... Le développement du capitalisme est inégal, en est de même de la classe ouvrière. Ces luttes partielles permettent aux secteurs ouvriers les moins évolués d'arriver au niveau des plus évolués. »

« Nous avons eu beau jeu de lui répondre que le combat sur un programme incapable de rassembler les travailleurs ne pouvait pas faire progresser les moins évolués et les unir aux autres. Les ouvriers sont prêts à faire la révolution, dit Frachon? Alors, très bien, plus de grèves partielles qui sont l'avant-garde. Pour renverser l'Etat bourgeois, c'est la grève générale immédiate qu'il faut. »

« Quelles conclusions, demandons-nous pour terminer, tirez-vous de ce Congrès? »

Dumont reprend la parole: « Naturellement, il est pénible, dans un moment aussi décisif, de voir un Congrès organisé avec de semblables méthodes. Le but recherché était nettement un Congrès plébiscitaire les chefs généraux. »

« Cependant, il serait faux d'en conclure que notre action a été stérile. Je veux te citer un fait particulièrement marquant. « Un délégué mineur de la Ricamarie est venu me dire: « Mon vieux, je ne suis pas d'accord, mais j'ai essayé de l'écouter